

## STRASBOURG Université d'été du Medef Alsace

Le Medef Alsace organise jeudi 4 septembre son université d'été, la deuxième du genre. Ce rendez-vous sera l'occasion pour les patrons alsaciens de débattre sur le thème « Reconquérir la fierté » avec de nombreuses personnalités régionales, nationales et internationales issues du monde politique comme de celui de l'entreprise.

La manifestation, qui se déroulera à l'EM Strasbourg, s'articulera autour de conférences-débats (« fiers d'être conquérants », « fiers de nos échecs », « oser innover », « fiers des savoir-faire français », « la fierté, une valeur d'avenir ») et d'un temps politique consacré à la réforme des collectivités territoriales (avec le président de la Région Philippe Richert, le président du conseil général du Bas-Rhin Guy-Dominique Kennel, le président de la CUS Robert Herrmann et le vice-président de la M2A Olivier Becht). Au programme figure également la remise des trophées de la compétitivité. Détails et inscription : [www.uealsace.fr](http://www.uealsace.fr)

## SPECTACLE Stacco commémore la Libération

La société Stacco, de Wasselonne, spécialisée dans la conception et l'installation d'équipements scéniques, vient d'ajouter une nouvelle référence à une liste déjà très longue. Elle a en effet été retenue par la Ville de Paris pour assurer l'infrastructure technique et scénique de la commémoration de la libération de la capitale. Elle a notamment fourni pour cela un support d'écran de 280 m<sup>2</sup> installé sur le mur de l'hôtel de ville, une scène de 300 m<sup>2</sup> pour accueillir le discours du président de la République ainsi que les supports techniques du spectacle son et lumière qui a suivi la commémoration.

Ce show, indique Raymond Schweitzer, le président de Stacco, dans un communiqué, fait suite au concert de Radio France organisé pour le 14 juillet sous la tour Eiffel, sur une scène translucide de 500 m<sup>2</sup>, et aux grands festivals de l'été (Francfolies de la Rochelle, Eurockéennes de Belfort, Vieilles Charrues, Arènes de Nîmes, etc.) qui sont pour la plupart clients de la société alsacienne.

## L'AGENDA ÉCONOMIQUE

### KEHL-STRASBOURG

#### Journée d'information transfrontalière

► **MARDI 23 SEPTEMBRE.** À l'occasion de sa prochaine journée d'information transfrontalière, l'Infobest Kehl/Strasbourg accueillera des représentants de Pôle Emploi, de l'Office allemand du travail (Agentur für Arbeit), de la Caisse d'Allocations familiales du Bas-Rhin, de la Familienkasse d'Offenburg (« Kindergeld ») et de la L-BAM (« Elterngeld »), de la CPAM et de la caisse d'assurance maladie allemande AOK ainsi que du Centre des Impôts allemand (Finanzamt). Les spécialistes apporteront des indications concrètes sur les diverses réglementations applicables, les services compétents et les démarches requises au cours d'entretiens individuels en français ou en allemand (prise de rendez-vous impérative avant le 19 septembre).

De 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30. Rehfusplatz 11 à Kehl. Tél. : 03 88 76 68 98 (ou D : 07851 94 79 0). Courriel : [kehl-strasbourg@infobest.eu](mailto:kehl-strasbourg@infobest.eu)

## BÂLE/MULHOUSE Transport aérien

# Le front commun des élus alsaciens

Une quinzaine d'élus se sont réunis hier matin à l'EuroAirport. Ils souhaitent pousser le gouvernement français à revoir sa position sur le statut fiscal de l'aéroport.

Les élus alsaciens ont trouvé matière à s'unir. Une quinzaine d'entre eux ont répondu à l'invitation lancée lundi par Jean-Marie Bockel, président de Mulhouse Alsace agglomération (M2A) et membre français du comité de direction de l'aéroport. Les élus alsaciens ont ainsi fait part de leur volonté de « trouver une issue acceptable » face à la menace fiscale qui pèse sur la plateforme aéroportuaire de Bâle-Mulhouse. Bercy compte en effet appliquer le droit fiscal français aux entreprises suisses travaillant avec l'EuroAirport. « Nous nous sommes réunis aujourd'hui car nous pensons que l'administration française n'a pas pris la mesure de la situation », a indiqué Jean-Marie Bockel.



Patricia Schillinger, Jean-Luc Reitzer, Catherine Troendlé et Jean-Marie Bockel (de gauche à droite) étaient présents hier matin à l'EuroAirport. PHOTO DNA - CÉLIA MICK

## « Il s'agit d'un cas particulier »

Dans un courrier adressé à Berne, Paris impose ses conditions : si la situation n'était pas clarifiée avant le 15 octobre, les nouvelles taxes s'appliqueraient à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Au-delà d'une éventuelle application de ces mesures, cet ultimatum, imposé à la Suisse par la France, heurte tout autant les élus. « Il s'agit d'une provocation de la part d'un gouverne-

ment à la recherche du moindre centime », a souligné Catherine Troendlé, sénatrice UMP. Les élus s'inquiètent également des conséquences qu'entraînerait la modification de la réglementation. L'ensemble des projets de l'EuroAirport sont désormais suspendus à ces négociations fiscales, qu'il s'agisse du raccordement ferroviaire prévu en 2020 entre la ville de Saint-Louis et l'aéroport ou d'autres investissements. La situation menace également l'emploi des 5000 personnes travaillant dans le secteur suisse de l'aéroport. À noter que plus des deux tiers d'entre elles

sont françaises. L'aéroport contribue aussi fortement à l'attractivité de la région. « Au fur et à mesure des soixante années de contrat, les administrations ont oublié la réalité de l'EuroAirport », a regretté Philippe Richert, président du conseil régional. « Le gouvernement doit comprendre qu'il s'agit là d'un cas particulier. C'est l'esprit même du traité qui est aujourd'hui remis en cause. » De son côté, Jean-Marie Zoellé, maire de Saint-Louis, n'a pas épargné la Suisse. « Berne devrait se mouiller davantage. » « Les deux gouvernements

(français et suisse, ndlr) doivent désormais prendre leurs responsabilités », a renchéri Jean-Marie Bockel. Les élus vont désormais adresser un courrier commun à Ma-

nuel Valls, Premier ministre. Ils espèrent être reçus par ce dernier ainsi que par les ministres concernés. Et faire entendre leurs voix. ■

CÉLIA MICK

## AIR FRANCE EN GRÈVE

Hier, à l'EuroAirport, tous les vols Air France en provenance et à destination d'Orly et de Roissy Charles-de-Gaulle ont été annulés. Cinq trajets étaient initialement prévus vers Orly et sept autres vers Roissy Charles-de-Gaulle. Air France a contacté les passagers concernés afin de trouver des solutions de report. Aucune perturbation n'a été constatée sur les vols à destination de Lyon et les vols Air France KLM. Le personnel au sol d'Air France, qui emploie 120 personnes à l'aéroport Bâle-Mulhouse, avait déposé un préavis de grève pour dénoncer la dégradation des conditions de travail.

C.M

## KEHL Emploi

# L'apprentissage transfrontalier par l'exemple

Le président de l'Agence fédérale pour l'emploi (Bundesagentur für Arbeit) a salué mardi à Kehl l'expérience menée par BSW. Depuis un an, l'entreprise permet à des jeunes Alsaciens, pour la plupart sans qualification, de suivre une formation en apprentissage.

LA DÉMARCHE est pour l'heure sans équivalent. Frank-Jürgen Weise, le président de l'Agence fédérale pour l'emploi d'Allemagne, l'a cependant jugée suffisamment exemplaire pour venir sur place en mesurer les enjeux. À l'invitation du député CDU d'Emmendingen-Lahr Peter Weiss, il a fait étape mardi au centre de formation des Badische Stahlwerke (BSW) de Kehl. Là où six jeunes Alsaciens, sans emploi et sans perspective professionnelle, se sont familiarisés pendant onze mois avec la langue et les conditions de travail dans une entreprise allemande.

Trois d'entre eux ont décidé de poursuivre l'aventure. Pierre, Mahmut et Kevin vont en effet entamer une formation par alternance d'une durée de trois ans et demi, toujours chez BSW. Ils feront pas plus tard que ce lundi leur rentrée à la Berufsschule de Kehl.

Ce programme, piloté par la Maison de l'Emploi de Strasbourg et possible grâce à l'implication de la mission locale et aux financements de l'Agence fédérale pour



Après 11 mois de préqualification, Pierre, Mahmut et Kevin feront leur rentrée lundi à la Berufsschule de Kehl. PHOTO DNA - MARION WENDLING

l'emploi et de la Région Alsace, est un « laboratoire pour expérimenter le travail en commun avec la France », a constaté M. Weise.

### Beaucoup d'entreprises ont besoin de main-d'œuvre

Cette collaboration transfrontalière est aujourd'hui essentielle, a souligné le député Peter Weiss. « Ici », dans le pays de Bade, « le taux de chômage des jeunes est de 2,4 %. En Alsace, il est de 22 %, et même plus dans certains quartiers de la communauté urbaine de Strasbourg », a-t-il constaté. Dans ces conditions, a-t-il indiqué, il est logique que les jeunes Alsaciens puissent profiter en

priorité des opportunités offertes par le marché du travail allemand - ou beaucoup d'entreprises ont aujourd'hui d'importants besoins de main-d'œuvre. Simplement, « il faut les aider à y entrer », notamment en leur permettant de renforcer leur connaissance de l'allemand et en leur donnant une formation professionnelle. Pour que cette coopération puisse se développer, l'implication des employeurs est évidemment primordiale, a relevé Frank-Jürgen Weise, en saluant celle des Badische Stahlwerke. Pour Bernd Wiegele, le directeur général de l'acierie, elle tombait sous le sens. Aujourd'hui, a-t-il

expliqué, « nous avons moins d'apprentis en Allemagne. Nous avons donc pris la décision de faire appel à de jeunes Alsaciens ». Après tout, a-t-il constaté, « nous vivons dans une seule et même région économique ». Au terme de ce premier programme de préqualification de onze mois, le constat est pour lui plutôt positif, en dépit du taux de réussite qui n'a été que de 50 %. Les trois candidats qui vont poursuivre leur formation qualifiante au sein de l'entreprise « se sont bien adaptés », affirme-t-il. « Ils sont aussi des ambassadeurs ». Leur expérience a en effet convaincu huit autres jeunes Fran-

çais de s'engager dans le même programme. Ils débiteront ce lundi leur période de préqualification. « Nous avons l'espoir qu'ils iront au bout de la formation », a indiqué M. Wiegele. L'objectif, pour lui, est évidemment qu'ils intègrent, à terme, les effectifs de l'entreprise ou d'autres entités du groupe sidérurgique. Pour les autres partenaires de ce programme pilote, le but est de dupliquer cette expérience ailleurs qu'aux Badische Stahlwerke. Pour le député Peter Weiss, « il est clair qu'il faut aller plus loin » ■

O.W.

## 234 CHÔMEURS DE MOINS

La visite du président de l'Agence fédérale pour l'emploi a aussi été l'occasion de dresser un rapide bilan de l'action du service de placement transfrontalier Strasbourg-Ortenau, né il y a 18 mois de la collaboration de Pôle Emploi et de l'assurance chômage allemande. Depuis le début de l'année, a indiqué Horst Sahrbacher, le directeur de l'Agence pour l'emploi d'Offenburg, la structure a permis à 234 personnes de trouver un emploi dans le pays voisin. Il s'agit, a-t-il précisé, pour la quasi-totalité d'Alsaciens qui ont décroché un emploi en Allemagne. « Ce bon résultat, a-t-il indiqué, nous a conduits à revoir nos objectifs pour 2014 à la hausse ».